



**Pressurés et maltraités, c'est assez !
Nous sommes 17 millions de retraités
Imposons-nous et exprimons
notre colère !**

**Mardi 18 décembre
12h00
Devant la CCI de Belfort
Rue du Dr Frery**

**Nous sommes fortement pressurés
et maltraités depuis 2018 :**

- En 2018, perte de près de la moitié d'un mois de pension à cause de la hausse de la CSG et du gel de la pension alors que l'inflation de ces 12 derniers mois s'élève à 2,2 %
- En 2019, la perte s'élève à 2/3 d'un mois de pension, à cause de la maigre revalorisation des pensions de 0,3 % alors que l'inflation est annoncée à 1,7 %, pour le moment...
- En 2020, la perte atteint 90 % d'un mois de pension, à cause de la revalorisation de 0,3 %, bien moins que l'inflation prévue à 1,8 %.
- Sur les trois années, nous perdons plus de 2 mois de pension ! Sur une même période de 3 ans, en tant qu'actif, aurions-nous accepté de ne pas être payés pendant 2 mois ?

Ne nous laissons pas faire, revendiquons :

- La suppression de la hausse de la CSG dans le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2019.
- La revalorisation de toutes les pensions, par la fin du gel des pensions, le rattrapage des pertes subies, le refus du 0,3 % en 2019 et 2020.
- L'indexation des pensions sur les salaires et un minimum de pension au SMIC pour une carrière complète.
- Le maintien des pensions de réversion, sans conditions de ressources.
- La prise en charge de la perte d'autonomie à 100% par la sécu et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre du service public.
- Le retour de la demie part fiscale pour les personnes vivant seules ayant élevé au moins un enfant

**Où va notre argent ?
Aux plus riches !**

Les millions d'euros pris dans nos poches ne sont pas perdus pour tout le monde :

- suppression de l'ISF, l'impôt sur la fortune,
- mise en place de la « flat tax » sur les revenus des actions (12,8 % d'impôts au lieu de 45 % pour les plus riches)
- suppression de « l'exit tax » (qui luttait contre l'évasion fiscale), baisse de l'impôt sur les sociétés (de 33 à 25 % en 2022),
- baisse de 1,8 point de la cotisation famille,
- baisse annoncée des cotisations patronales maladie de 6 points en 2019, etc.

Pressurer, maltraiter les personnes en retraites n'est pas une obligation économique, c'est un choix politique de répartition des richesses.

Mobilisons-nous pour défendre notre pouvoir d'achat et combattre les menaces sur les pensions de réversion.

Jusqu'à la fin de l'année, partout en France, nous ne cesserons d'intervenir auprès de ceux qui attaquent nos retraites. Tous ensemble, allons demander des comptes à ceux qui votent des lois néfastes : pension, CSG, santé, etc. Nous avons la volonté de rencontrer le plus grand nombre de retraités sur les lieux publics, dans des assemblées publiques pour les informer des votes émis et par qui ils sont émis. Ne laissons tranquille aucun élu.

**Ni nantis, ni privilégiés, nous sommes plus que jamais déterminés
à défendre nos droits acquis au cours de nos vies de travail.
Nous n'y parviendrons qu'avec vous**